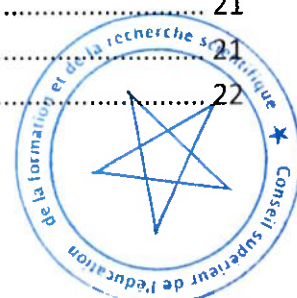


المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique



SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	5
ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ....	5
ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR.....	6
ARTICLE 7: NANTISSEMENT	6
ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION	7
ARTICLE 10: NATURE DES PRIX.....	7
ARTICLE 11: CARACTERE DES PRIX	8
ARTICLE 12: CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF.....	8
ARTICLE 13: ASSURANCES - RESPONSABILITE	8
ARTICLE 14: LIVRABLES A FOURNIR.....	8
ARTICLE 15: PRESENTATION DES LIVRABLES.....	9
ARTICLE 16: MODALITES DE RECEPTION	9
ARTICLE 17: DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	9
ARTICLE 18: COMITE DE SUIVI.....	9
ARTICLE 19: MODALITES DE REGLEMENT	10
ARTICLE 20: RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA	10
ARTICLE 21: PENALITES POUR RETARD	10
ARTICLE 22: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS.....	10
ARTICLE 23: ARRET DE L'ETUDE.....	10
ARTICLE 24: RESILIATION DU MARCHÉ	11
ARTICLE 25: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	11
ARTICLE 26: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES.....	11
ARTICLE 27: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	11
ARTICLE 28: RECOURS AUX EXPERTS RESIDENTS AU MAROC.....	11
ARTICLE 29: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	11
ARTICLE 30: COLLECTE DE CONSENTEMENT	12
CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES « TERMES DE REFERENCES ».....	13
ARTICLE 31: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 32: EQUIPE DU TITULAIRE	20
ARTICLE 33: CHANGEMENT DU PERSONNEL.....	20
ARTICLE 34: SECRET PROFESSIONNEL	21
ARTICLE 35: BORDEREAU DU PRIX GLOBAL	21
ARTICLE 36: DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL	22



APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°08/CSEFRS/2025

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres des prix, en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point b. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par sa Présidente, désigné ci-après par « le CSEFRS » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'UNE PART

ET

A- Pour les personnes physiques :

1) *Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

2) *Cas de l'auto-entrepreneur :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence

B- Pour les personnes morales :

1) *Cas des sociétés :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de :

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

2) *Cas des établissements publics :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de

Siège à :

Affilié à sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :



Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Monsieur, Qualité.....;
Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de ;
Faisant élection de domicile à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

C- Pour les groupements :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
(les références de la convention)

- Membre 1 : ;

M ;

Agissant au nom et pour le compte de ;

Au capital social ;

Registre de commerce de ;

Affilié à la CNSS sous N° ;

Faisant élection de domicile au : ;

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence

- Membre 2 : ;

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M.
(Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des
prestations, ayant un compte bancaire sous N° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès ;

D'AUTRE PART



CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la conclusion d'un marché ayant pour objet la réalisation de l'étude relative à la conception et la mise en place d'une plateforme IA (intelligence artificielle) à travers l'implémentation des cas d'usages prioritaires au profit du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres concernent la réalisation d'une étude pour la conception et la mise en place d'une plateforme IA (intelligence artificielle) ainsi que l'implémentation et l'intégration des cas d'usages prioritaires, depuis le recueil des besoins jusqu'à la réalisation de la plateforme fonctionnelle, en s'appuyant sur les cas d'usage prioritaires du CSEFRS.

La démarche de conception de la mise en place de la plateforme IA-CSEFRS est basée sur les phases principales suivantes :

- **Phase 1 :** Cadrage et initialisation de l'étude ;
- **Phase 2 :** Identification, catégorisation et priorisation des cas d'usage
- **Phase 3 :** Mise en place de la solution optimale pour les cas d'usage ordinaires et transversaux ;
- **Phase 4 :** Conception fonctionnelle et technique et mise en place de la solution optimale relative aux cas d'usage spécifiques.

Le déroulement de l'étude objet de l'appel d'offres sera opéré en mode agile avec l'implication et la participation active des équipes technique du CSEFRS et des ambassadeurs IA des entités du CSEFRS avec le transfert de compétences nécessaire dans toutes les phases et étapes de l'étude.

Ces prestations sont exécutées conformément au chapitre 2 ci-après.

ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont :

- L'acte d'engagement dûment rempli et signé ;
- Le présent CPS dûment signé ;
- Le bordereau du prix global ;
- La décomposition du montant global ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité N°2.22.431, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105-12 relative au Conseil promulguée par le dahir N° 1-14-100 du 16 rajeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le Dahir N°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) ;



- Le décret N°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Le décret N°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret royal N°330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement portant organisation Financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Education, Formation et de la Recherche Scientifique.
- L'arrêté du Chef du gouvernement N° 3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.

Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de cet appel d'offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par la Présidente du Conseil, en application de l'article 142 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023).

La notification de l'approbation du marché intervient dans un délai maximum de (60) soixante jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis en application de l'article 143 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023).

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il est fait application des dispositions prévues à l'article 143 du décret précité.

ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement.

A défaut par le titulaire de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives au présent marché seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire.

En cas de changement de son domicile au cours de la période d'exécution de ses obligations, il doit en aviser immédiatement le Conseil dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 7: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique** ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi N°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi N° 112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par l'**agent comptable détaché auprès du Conseil**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;



5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie, sous sa responsabilité, à un tiers, l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur les phases 3 et 4.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret N°2.22.431.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquelles il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire est tenu de présenter au Conseil les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées, dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.

ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION

Le délai global d'exécution du marché est fixé à **04 (quatre) mois**.

Ce délai est réparti comme suit :

Phase	Durée
Phase 1 : Cadrage et initialisation de l'étude.	15 jours
Phase 2 : Identification, catégorisation et priorisation des cas d'usage	15 jours
Phase 3 : Mise en place de la solution optimale pour les cas d'usage ordinaires et transversaux ;	1 mois
Phase 4 : Conception fonctionnelle et technique et mise en place de la solution optimale relative aux cas d'usage spécifiques	2 mois

- Chaque phase fera l'objet d'un ordre de service spécifique et sera sanctionnée par une réception provisoire partielle.
- Le délai d'exécution de chaque phase prend effet à compter de la date de commencement prescrite par l'ordre de service.
- Les phases 3 et 4 peuvent être menées en parallèle.

ARTICLE 10: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix global.

Le prix est établi et calculé sur la base de la décomposition du montant global.



Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

ARTICLE 11: CARACTERE DES PRIX

Conformément à l'article 15, paragraphe 2 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du marché sont révisables par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0.15 + 0.85 * ING / ING_0)$$

Où :

P : Le montant hors taxe révisé.

P₀ : Le montant initial hors taxe.

ING : La valeur de l'index (**ING : Index global Ingénierie**) du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

ING₀ : La valeur de référence de l'index (**ING : Index global Ingénierie**) du mois de la date de remise de l'offre.

ARTICLE 12: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

- Le cautionnement provisoire ou la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de : **trente-neuf mille cinq cents Dirhams (39.500 Dirhams)**.
- Le cautionnement définitif est fixé à 3% (Trois pour Cent) du montant T.T.C du marché. Le cautionnement définitif de 3 % devra être constitué dans les 30 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.
- Par dérogation de l'article 13 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 13: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 14: LIVRABLES A FOURNIR

Le titulaire est tenu de fournir les livrables suivants :

Phase1 : Cadrage et initialisation de l'étude.

- Note de cadrage et d'initiation de l'étude.

Phase 2 : Identification, catégorisation et priorisation des cas d'usage

- Un Compte-rendu compilé des ateliers ;
- Un document de priorisation des cas d'usage listant et justifiant les cas d'usage retenus, avec une évaluation de leur faisabilité et de leur impact ;
- Des recommandations relatives aux contraintes identifiées et les solutions préconisées pour mener à bien les prochaines phases de la prestation.

Phase 3 : Mise en place de la solution optimale pour les cas d'usage ordinaires et transversaux :

- Les licences d'exploitation de la solution proposée pour 90 utilisateurs pour une période d'une année.
- Les supports des transferts de compétences dispensés.

Phase 4 : Conception fonctionnelle et technique et mise en place de la solution optimale relative aux cas d'usage spécifiques :

- La plateforme IA-CSEFRS opérationnelle et fonctionnelle avec les cas d'usage retenus ;
- Les licences d'exploitation de la plateforme IA-CSEFRS pour 200 utilisateurs et pour une durée initiale d'une année, avec un maximum de 10 millions de tokens par mois et par utilisateur ;
- Les supports de transfert de compétence sur l'exploitation et l'administration de la plateforme ;
- Le support relatif aux cadres d'accompagnement.



ARTICLE 15: PRESENTATION DES LIVRABLES

Tous les livrables, objet du présent marché, seront fournis, en version provisoire en trois (3) exemplaires sur support papier et en format électronique sur clé USB (format Word) et en version définitive en trois (3) exemplaires sur support papier et en format électronique sur clé USB (format Word, PDF et fichiers sources).

ARTICLE 16: MODALITES DE RECEPTION

16.1 Réception provisoire :

La réception provisoire des prestations objet de ce marché sera prononcée par le comité de suivi désigné à cet effet, dès l'approbation des prestations correspondantes à chaque phase.

Chaque phase fera l'objet d'une réception provisoire et sera constatée par un procès-verbal de réception provisoire partielle signé conjointement par le comité de suivi et le titulaire du marché. La dernière réception provisoire partielle tient lieu de réception provisoire globale du marché.

16.2 Réception définitive :

A la fin de la durée globale du marché et après la prononciation de la dernière réception provisoire globale, la réception définitive sera prononcée par le comité de suivi désigné à cet effet.

La réception définitive sera constatée par un procès-verbal de réception définitive signé conjointement par le comité de suivi et le titulaire du marché.

ARTICLE 17: DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage disposera des délais précisés au tableau ci-dessous pour valider les livrables remis par le titulaire dans le cadre du présent marché.

Délai de validation des livrables par le maitre d'ouvrage

Phase	Délai de correction en jours calendaires
Phase 1	7 jours
Phase 2	15 jours
Phase 3	15 jours
Phase 4	30 jours

Des renseignements et des travaux complémentaires pourront être demandés au Titulaire pendant le délai de validation. A l'expiration de ces délais le Maître d'Ouvrage pourra :

- soit accepter les livrables sans réserve, ce qui impliquera leur approbation ;
- soit inviter le titulaire à procéder à des corrections ou à des améliorations ;
- soit rejeter les livrables pour insuffisance grave.

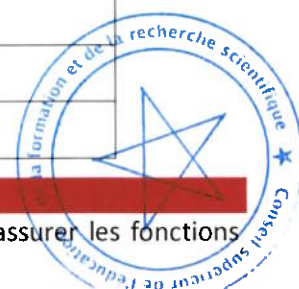
Dans le deuxième cas, le Titulaire disposera des délais précisés ci-dessous pour prendre en considération les remarques émises, procéder aux corrections nécessaires et remettre les livrables en forme définitive, étant précisé que les frais inhérents sont entièrement à la charge du titulaire.

Délai de remise des livrables définitifs après corrections ou améliorations

Phase	Délai de correction en jours calendaires
Phase 1	5 jours
Phase 2	7 jours
Phase 3	7 jours
Phase 4	20 jours

ARTICLE 18: COMITE DE SUIVI

Pour l'exécution du marché, le Conseil désignera un comité de suivi, qui aura à assurer les fonctions suivantes :



- Assurer l'interface avec le titulaire pour tout ce qui concerne les modalités d'exécution du présent marché ;
- Contrôler la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.
- Signer les procès-verbaux de réception provisoire partielle et le procès-verbal de réception définitive conjointement avec le titulaire du présent marché.

ARTICLE 19: MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes, et après prononciation de la réception de chaque phase, et production du procès-verbal de réception y afférent, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture en cinq (05) exemplaires.

Le règlement sera effectué sur la base desdits décomptes et ce, dans les limites fixées ci-après :

- **15% (vingt pour cent)** du montant du marché, correspondant à la remise des livrables définitifs de la **phase 1 et la phase 2** ;
- **35% (trente pour cent)** du montant du marché correspondant à la remise des livrables définitifs de la **phase 3** ;
- **50% (cinquante pour cent)** du montant du marché correspondant à la remise des livrables définitifs de la **phase 4** ;

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées sur son Compte bancaire.

ARTICLE 20: RETENUE A LA SOURCE EN MATIERE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET DE LA TVA

Une retenue à la source au titre de la Taxe sur la Valeur Ajoutée « TVA », sera appliquée sur les opérations effectuées par les prestataires de services et les fournisseurs de biens d'équipement et de travaux assujettis à la TVA en application de de l'article 89 – I (5°, 10° et 12°) du Code Général des impôts.

Une retenue à la source en matière d'IS et d'IR, sera appliquée sur les rémunérations allouées à des tiers, en application des articles 4-IV, 15 bis et 45 bis- I du Code Général des impôts.

ARTICLE 21: PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué une pénalité par jour de retard de 1‰ (un pour mille) du montant de chaque phase du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants par jour effectif en retard. Elle sera opérée sur la facture correspondante. Le montant total des pénalités est plafonné à 10% du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO, nonobstant les poursuites à l'encontre du titulaire par endommagement préjudice subi par le Conseil.

ARTICLE 22: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 162 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 23: ARRET DE L'ETUDE

Le Conseil se réserve le droit d'arrêter l'exécution du marché au terme de chaque phase et ce conformément à l'article 28 du CCAG-EMO.



Dans ce cas le marché est immédiatement résilié sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 24: RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret N°2-22-431 du 08/03/2023 relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 25: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché passé suite au présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire de services sont soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

ARTICLE 26: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES

26.1 L'admissibilité pour l'avance :

Conformément au Décret N°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics, le titulaire du marché bénéficie d'une avance, une seule fois, sur la base du montant total du marché.

La tranche du marché faisant l'objet d'une sous-traitance est exclue.

26.2 Le montant de l'avance :

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché TTC.

26.3 Constitution des garanties :

Pour pouvoir bénéficier de l'avance, le titulaire du marché est tenu de constituer une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le Maître d'ouvrage.

26.4 Le remboursement du montant de l'avance :

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction de 10% sur chaque acompte dû au titulaire du marché.

Le remboursement du montant total de l'avance doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant toutes taxes des prestations qui lui sont confiées au titre dudit marché.

ARTICLE 27: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

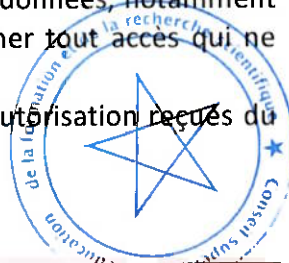
ARTICLE 28: RECOURS AUX EXPERTS RESIDENTS AU MAROC

Conformément à l'alinéa J de l'article 16, et aux stipulations des articles 144 et 145 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023 précité, les concurrents non installés au Maroc sont tenus d'associer des experts marocains dans une proportion qui ne peut être inférieure à 20% des experts mobilisés pour l'exécution des prestations objet du marché, sauf en cas d'indisponibilité de ces experts marocains.

ARTICLE 29: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Afin de garantir le secret, la sécurité et la confidentialité des données, le prestataire s'engage à :

- Prendre toutes précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par le Conseil ;
- Ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues du Conseil ;



- Ne traiter les informations qu'entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent marché ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;
- Prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- Procéder, à la fin du marché, à la destruction des données, fichiers informatisés ou manuels, figurant sur tout support.

Par ailleurs, le prestataire s'interdit :

- De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des informations contenues dans des fichiers informatisés ou manuels, ou figurant sur tout support transmis par le Conseil ou concernant les informations recueillies au cours de l'exécution du présent marché ;
- D'utiliser les supports ou documents qui lui ont été confiés, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au présent marché, tout ou partie des informations contenues sur lesdits supports ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché ;
- De prendre copie ou stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché.

Le prestataire s'engage :

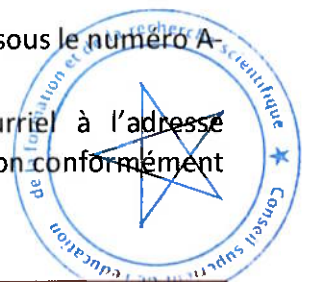
- À première demande du Conseil à apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels, techniques et financiers permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité résultant du marché ;
- À coopérer avec le Conseil dans toutes circonstances mettant en jeu l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité ;
- À permettre la réalisation par le Conseil ou toute personne mandatée par ce dernier et sous réserve que les vérificateurs ne soient pas des concurrents directs du prestataire, de toute vérification lui paraissant utile de l'exécution des obligations par le prestataire. Le prestataire s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve avec les vérificateurs dès lors qu'il sera avisé de la réalisation d'un audit ;
- À mettre en œuvre à ses frais et sans délai toutes mesures correctives soulignées dans le rapport de vérification.

Le prestataire reconnaît :

- Qu'en cas de non-respect des obligations souscrites dans le cadre du présent marché, sa responsabilité pourra être engagée pénalement ;
- Qu'il pourra être tenu responsable envers le Conseil des dommages qui seraient causés par suite d'un manquement aux obligations résultant du présent marché, ainsi qu'au versement de réparations du préjudice subi ;

ARTICLE 30: COLLECTE DE CONSENTEMENT

- Le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique collecte et traite les données à caractère personnel du fournisseur dans le cadre du traitement ayant pour finalité la gestion des fournisseurs dans le respect des conditions de la délibération de la CNDP N° 98-AU-2015 du 12 juin 2015.
- Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la CNDP sous le numéro A-GF-1018/2023 en date du 13/10/2023
- Le titulaire peut s'adresser au Secrétariat général du Conseil par courriel à l'adresse pdp@csefrs.ma pour exercer ses droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi N° 09-08.



ARTICLE 31: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en la réalisation de l'étude relative à la conception et la mise en place d'une plateforme IA (intelligence artificielle) et l'implémentation des cas d'usages prioritaires ainsi que leurs intégrations dans les composantes du système d'information, au profit du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

31.1 Contexte et objectifs de l'étude :

31.1.1 Présentation du Conseil :

Le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique est une instance consultative indépendante instituée par l'article 168 de la Constitution, chargée d'émettre son avis sur toutes les politiques publiques et les questions d'intérêt national concernant l'éducation, la formation et la recherche scientifique.

Instance consultative indépendante de bonne gouvernance, de développement durable et de démocratie participative, le Conseil a pour vocation de servir de creuset à la réflexion stratégique sur les questions de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique et d'espace pluriel de débat et de coordination sur toutes les questions intéressant l'éducation, la formation et la recherche scientifique.

Il a également pour rôle d'éclairer les décideurs, les acteurs et l'opinion publique, au moyen d'évaluations quantitatives et qualitatives méthodiques et rigoureuses, sur les différents aspects du système d'éducation, de formation et de recherche scientifique.

31.1.2 Objectifs de l'étude :

L'intégration des outils d'intelligence artificielle dans les processus de travail et les activités des instances et entités du Conseil vise avant tout à renforcer l'efficacité, l'efficience et la qualité des productions du CSEFRS. Cette intégration s'inscrit dans une vision stratégique globale, orientée vers l'innovation, la performance et l'exemplarité institutionnelle.

À ce titre, plusieurs objectifs prioritaires ont été identifiés :

- Optimiser la prise de décision stratégique :

Exploiter les capacités analytiques de l'IA pour traiter de vastes volumes de documents et d'informations éducatives, scientifiques et institutionnelles, en vue de produire des analyses prédictives et des recommandations fondées sur des données probantes, au service des orientations stratégiques du Conseil.

- Appuyer l'évaluation des politiques publiques :

Utiliser des outils d'IA pour modéliser les effets des réformes éducatives, simuler des scénarios alternatifs et évaluer l'impact des politiques mises en œuvre, à partir d'indicateurs dynamiques et contextualisés.

- Renforcer la veille scientifique et technologique :

Mettre en place des systèmes intelligents de veille permettant de suivre en temps réel les évolutions dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche, afin d'alimenter les réflexions prospectives et les travaux du Conseil.

- Automatiser les processus administratifs :

Recourir à des agents intelligents pour automatiser les tâches répétitives (gestion documentaire, planification, suivi de projets), libérant ainsi du temps pour les activités à forte valeur ajoutée.

- Améliorer la communication interne et externe :

Déployer des assistants virtuels et des interfaces conversationnelles pour fluidifier les échanges, répondre aux demandes des membres et du personnel, et assurer une meilleure circulation de l'information entre les différentes entités du Conseil.



31.2 Description des documents et données du Conseil :

Les documents et données que la solution basée sur des agents intelligents devra analyser pour fournir des réponses détaillées et pertinentes se présentent ainsi :

- **Documents Textuels**
 - Rapports et Études : Analyses, évaluations et recommandations produites par le Conseil.
 - Publications : Avis, rapport, évaluations publiées par le Conseil ainsi que les documents publiés par ses partenaires.
 - Procès-verbaux : Comptes rendus des réunions des instances et des sessions du Conseil.
- **Données Audio**
 - Enregistrements de Réunions : Discussions et débats enregistrés lors des réunions des instances du Conseil.
 - Interviews et Conférences : Enregistrements audio de conférences, séminaires et interviews avec des experts.
- **Données Statistiques**
 - Banque de données sectorielles du SEFRS
 - Enquêtes et Sondages : Résultats d'enquêtes menées par les instances du Conseil.
 - Données émanant d'organisation nationales et internationales
- **Données Multimédia**
 - Vidéos : Enregistrements vidéo de conférences, colloques, ateliers et autres événements organisés par le Conseil.
 - Infographies : Représentations visuelles des données et des résultats des études.
- **Bases de Documents Internes**
 - Archives : Accès aux archives historiques et aux documents internes du Conseil.
 - Bibliothèque Numérique : Collection de livres, articles et autres ressources numériques pertinentes.
- **Données Externes**
 - Publications Académiques : Articles et études provenant de sources académiques externes.
 - Rapports Gouvernementaux : Documents et rapports publiés par d'autres institutions gouvernementales.

31.3 Description préliminaire des besoins en cas d'usage :

Les besoins préliminaires identifiés sont classés en deux grandes catégories :

- **Besoins transversaux** : communs à l'ensemble des entités, concernent des usages génériques de l'IA pour assister les collaborateurs dans leurs tâches quotidiennes (rédaction, traduction, synthèse, préparation des données, gestion de réunions, etc.) ;
- **Besoins spécifiques** : propres à la nature des missions des entité, qui nécessitent une solution sur mesure, adaptées aux exigences notamment : l'analyse documentaire approfondie, les QR sur la volumétrie des documents et informations, QR sur les données structurées, transcription audiovisuelle, traduction spécialisée, etc.).

La liste non exhaustive des cas d'usage souhaités :

- Réponses aux questions internes (sur la base des documents juridiques et organisationnels et productions du CSEFRS).
- Assistance à la rédaction automatisée de comptes-rendus, de mail ou de documents, de présentations....
- Automatisation des tâches répétitives ;
- Traduction automatique avec une cohérence terminologique
- Interrogation des bases de données structurées du SEFRS.
- Assistance à la rédaction et à la création de contenu ;
- Traduction et résumé de documents ou de messages ;
- Gestion des réunions et des tâches collaboratives ;



- Génération de présentations et proposition d'idées innovantes adaptées au contexte de travail de chaque utilisateur.
- Analyse de documents (PDF, Word, PPT.) permettant d'en extraire des informations via des requêtes en langage naturel.
- Synthèse de rapports longs et volumineux
- Extraction de données et informations clés
- Comparaison de documents
- Elaboration d'un catalogue de prompts prédéfinis pour accélérer l'utilisation des outils IA, assurer une montée en compétence rapide des collaborateurs et une homogénéisation des outputs.

-

31.4 Description des prestations demandées :

31.4.1 Phase 1 : Cadrage et initialisation de l'étude.

Cette phase a pour objectif de définir le cadre global de la réalisation de l'étude. Elle trace le fil conducteur des différentes tâches à réaliser.

Lors de cette phase, le titulaire sera amené à :

- Initialiser et planifier le déroulement de toutes les phases du projet ;
- Définir les modalités d'exécution de l'étude en termes de :
 - **Organisation** : définition du rôle et des responsabilités des intervenants de part et d'autre,
 - **Méthodes** : animation et transfert de compétences avec l'équipe projet du CSEFRS pour exposer et partager les méthodes utilisées dans les différentes phases : rappeler et préciser les objectifs de chaque phase, préciser le contenu du livrable de chaque phase ;
 - **Documentation** : liste des documents/données/informations à fournir par le CSEFRS pour chaque phase ou étape afin de faciliter le déroulement de l'étude ;
 - **Planification des phases** : Détail et validation du planning opérationnel à partir du planning prévisionnel proposé dans l'offre technique.

Livrable de la phase 1 :

une note de cadrage et d'initiation de l'étude.

31.4.2 Phase 2 : Identification, catégorisation et priorisation des cas d'usage :

Pendant cette phase, le titulaire doit identifier et prioriser les cas d'usage ayant le plus de valeur ajoutée et d'impact pour les activités et les processus de travail des entités du Conseil.

Cette phase consiste à définir les principaux cas d'usage pour lesquels l'IA permettra d'améliorer et d'optimiser l'utilisation des documents des données et des informations dans le cadre des activités et des processus de travail des entités du Conseil.

Les cas d'usage seront classés par ordre de priorité selon leur impact, valeur ajoutée et leur faisabilité.

Cette phase sera réalisée à travers les étapes suivantes :

- Étudier les besoins préliminaires transversaux et spécifiques relatifs aux activités et processus de travail des entités du Conseil afin de cerner les opportunités d'amélioration, d'optimisation ou d'innovation grâce à l'utilisation des outils de l'IA.
- Identifier des cas d'usage concrets et réalisables sur la base des activités des entités et instances du Conseil
- Évaluer et prioriser les cas d'usage selon des critères de faisabilité technique, impact organisationnel, et ressources nécessaires et d'intégration dans l'environnement numérique

Cette phase sera réalisée à travers l'organisation de sessions de travail et d'ateliers avec les équipes techniques et les ambassadeurs de l'IA utilisateurs métiers pour identifier les problématiques et les cas d'usages qu'une plateforme data peut résoudre.

Livrable de la phase 2 :

- Un Compte-rendu compilé des ateliers ;



- Un document de priorisation des cas d'usage listant et justifiant les cas d'usage retenus, avec une évaluation de leur faisabilité et de leur impact ;
- Des recommandations relatives aux contraintes identifiées et les solutions préconisées pour mener à bien les prochaines phases de la prestation.

31.4.3 Phase 3 : Mise en place de la solution optimale pour les cas d'usage ordinaires et transversaux :

Pendant cette phase, le prestataire doit proposer une solution adéquate qui s'intègre parfaitement avec l'environnement numérique de travail du Conseil et qui répond aux cas d'usage prioritaires transversaux retenus.

- **L'environnement numérique de travail existant** : le Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS) dispose d'un tenant sur Microsoft-Cloud contenant sa plateforme collaborative Microsoft 365.

La solution proposée par le prestataire doit répondre aux spécifications suivantes :

- **Spécifications fonctionnelles** : La solution proposée pour cette phase, doit permettre, notamment, les fonctionnalités suivantes :
 - **Assistance AI polyvalente** : Intégration dans les applications Microsoft 365 pour une aide contextuelle, améliorant la productivité, la performance et la créativité.
 - **Édition et création de contenu** : aide à rédiger, éditer, résumer et créer des contenus.
 - **Analyse de données** : propose des analyses de données, crée des visualisations et suggère des scénarios.
 - **Génération de présentations** : transforme des documents en présentations, optimise les mises en page et ajoute des animations.
 - **Gestion efficace des emails** : résumé des fils de discussion et aide à rédiger des réponses rapides et précises.
 - **Collaboration renforcée** : facilite l'organisation de réunions, la création d'ordres du jour et le résumé de conversations.
 - **Co-crédation** : Supporte la co-crédation et l'organisation d'informations pour les projets d'équipe.
 - **Recherche intelligente** : Utilise des modèles de langue avancés pour offrir une expérience de recherche enrichie.
 - **Chat graphique intégré** : Pour des discussions et créations de contenu pertinentes dans l'environnement privé de l'utilisateur.
- **Spécifications techniques** :
 - La solution proposée doit s'intégrer aisément moyennant son activation sur le tenant Microsoft du CSEFRS ;
 - La solution proposée doit intégrer les politiques de sécurité, de conformité et de confidentialité établies par le CSEFRS dans son tenant.

La réalisation de cette phase est déclinée en deux étapes :

Etape 1 : Mise en place de la solution proposée :

Pendant cette étape le titulaire doit

- Mettre à la disposition du Conseil les licences d'exploitation de la solution proposée pour 90 utilisateurs pour une période d'une année.
- Procéder à l'activation et l'intégration de la solution proposée dans l'environnement de travail du Conseil.
- Procéder à l'implémentation des cas d'usages transversaux et prioritaires retenus et auxquels doit répondre cette solution.



Etape 2 : Transfert de compétences :

Le titulaire doit assurer le transfert de compétences nécessaire aux utilisateurs de la solution proposée, notamment pour une équipe mixte technique et métier (en nombre de 16) qui va se charger, de déployer et de former les utilisateurs finaux en fonction du contexte fonctionnel de chaque utilisateur.

L'objectif des prestations de transfert de compétences étant de :

- Comprendre le rôle et les fonctionnements de la solution proposée dans l'environnement de travail du CSEFRS ;
- Maîtriser les fonctionnalités de base et avancées pour augmenter la productivité et la performance ;
- Personnaliser l'utilisation de la solution pour s'adapter aux besoins individuels et aux activités des utilisateurs ;
- Améliorer la collaboration grâce aux capacités d'IA de la solution proposée.

Le transfert de compétences **d'une durée de 05 jours**, et dont le planning de réalisation sera fixé d'un commun accord entre le titulaire et le Conseil, doit porter, notamment, sur les modules suivants :

- Présentation de la solution proposée et son intégration dans l'environnement de travail du CSEFRS.
- Vue d'ensemble des capacités d'IA et comment elles soutiennent les cas d'usage retenus.
- Amélioration de la collaboration au sein des applications dans l'environnement de travail du CSEFRS.
- Comprendre les fonctionnalités de la plateforme avec les applications usuelles de l'environnement de travail du Conseil (Office 365)

Pour ce transfert de compétences qui se déroulera dans les locaux du CSEFRS à Rabat, le prestataire doit proposer un programme détaillé contenant tous les modules qu'il jugera nécessaire à ce transfert de compétence.

Livrables de la phase 3 :

- les licences d'exploitation de la solution proposée pour 90 utilisateurs pour une période d'une année.
- les supports de transferts de compétences dispensés ;

31.4.4 Phase 4 : Mise en place d'une plateforme IA optimale relative aux cas d'usage spécifiques :

Pendant cette phase, le titulaire doit déployer la plateforme IA-CSEFRS en réponse aux cas d'usage spécifiques et prioritaires identifiés lors de la phase 2, notamment l'analyse documentaire, la synthèse et la gestion collaborative des contenus.

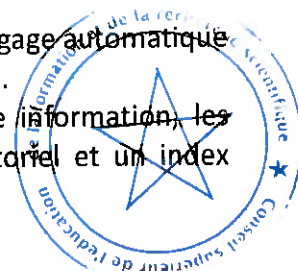
La solution proposée doit garantir un haut niveau de sécurité et de conformité, tout en offrant des fonctionnalités avancées de recherche, de rédaction et de collaboration assistées par IA.

La solution proposée doit répondre aux exigences et spécifications fonctionnelles et techniques minimales suivantes :

- Spécifications fonctionnelles :

La plateforme IA-CSEFRS doit permettre les fonctionnalités suivantes :

- GED intelligente (classification, étiquetage, versions, déduplication) : Taggage automatique (thème, période, instance), chaînage de versions, repérage des doublons.
- Recherche sémantique et filtrage : trouver rapidement par sens une information, les réponses doivent être classées par pertinence. Utiliser un Index vectoriel et un index classique ; filtres (période, type, thème, langue, source).



- Analyse documentaire multi-formats : prise en charge des formats bureautiques et PDF. Extraction texte/métadonnées, détection de sections ; visionneuse intégrée avec saut aux pages cités.
- Analyse documentaire intelligente : interrogation en langage naturel, extraction d'informations clés, génération de synthèses, résumés et notes exécutives.
- Rédaction assistée : produire des notes, fiches, supports de présentation à partir du corpus interne. Avoir des gabarits de prompts prédéfinis (mémo, article, présentation), réécriture (raccourcir/allonger/améliorer), changement de ton.
- Rédaction assistée multilingue : génération de drafts, de rapports et de contenus institutionnels, avec traduction automatique contextuelle et cohérence terminologique.
- Collaboration augmentée : espaces de travail partagés, commentaires collaboratifs sur documents et suivi des contributions.
- Veille et productivité : génération de graphiques, tableaux, cartes et schémas directement à partir des données ou documents.
- Catalogue de prompts prédéfinis : disposer d'une bibliothèque de prompts métiers (questions) adaptés aux besoins du CSEFRS pour accélérer la prise en main et standardiser les productions.
- Réponses précises et traçables, avec suivi de contexte : Mode "preuve" : affichage des passages dans la visionneuse du document.
- Rédaction assistée, multicanale et bilingue (AR/FR) : Génération de notes, briefs, communiqués et dossiers avec gabarits CSEFRS, ton institutionnel, mise en forme, bibliographie et annexes.

- Spécifications techniques :

La plateforme IA-CSEFRS doit répondre aux exigences suivantes :

- Architecture : Accès unifié via un portail applicatif sécurisé. Les traitements couvrent extraction texte/métadonnées, calcul d'embeddings et double indexation (classique + vectorielle). Stockage vectoriel permettant la recherche sémantique et le traitement de grands volumes de documents.
- Sécurité & conformité : Droits d'accès par profil (lecture, contribution, responsable de workspace, administration). Sauvegardes quotidiennes et hebdomadaires avec tests de restauration mensuels.
- Intégrations : Entrées documentaires via l'interface Web (en lot/drag-and-drop). Annuaire connecté en SSO avec gestion des groupes de sécurité du Conseil. Exports en PDF natif (option par défaut). Gestion AR/FR (Unicode, sens RTL), typographies et exports normalisés (Word/PDF/CSV). Langues prises en charge nativement : français et arabe.
- Gouvernance des données & qualité : Catalogue de métadonnées normalisées à l'upload (titre, auteur, date, langue, thématique, source, périmètre). Traçabilité forte avec versioning, date d'ingestion et liens. Politiques d'accès privé/équipe/Conseil, revues chaque trimestre.
- LLMOps / Personnalisation : Catalogue de prompts versionné, évaluation continue (précision, fidélité aux sources, latence), formats de sortie attendus et limites de longueur. Jeux d'évaluation par cas d'usage (questions, réponses attendues, passages de référence). Réglages RAG combinant pondération sémantique et mots-clés avec boucle de retour utilisateur. Suivi qualité continu (taux de réponses sourcées, latences, réutilisation des prompts).
- Exploitabilité & SLA : disponibilité $\geq 99,9$ %, gestion multi-utilisateurs (≥ 2000), monitoring centralisé. Continuité assurée par sauvegardes quotidiennes et restaurations testées mensuellement.



La réalisation de cette phase consiste en cinq étapes :

Etape1 : Mise place technique et paramétrage de la plateforme :

Cette étape initiale concerne l'installation et la configuration de l'infrastructure technique nécessaire à la plateforme IA. Identification des cas d'usage et des documents à intégrer pour la première version de la plateforme.

Etape2 : Mise en place d'un POC

Sur la base des cas d'usage retenus, le prestataire doit procéder d'abord par la réalisation d'un POC qui va permettre de valider le choix de la solution proposée sur le plan fonctionnel et technique en se basant sur un périmètre fonctionnel réduit et sur un corpus de documents, de données et d'information permettant de concrétiser ce POC.

Etape 3 : Préparation des prérequis nécessaires aux cas d'usage (corpus documentaire, données, informations)

Cette étape est cruciale pour l'analyse documentaire. Elle implique la collecte, l'organisation et la préparation des documents, des données et des informations qui serviront de base aux cas d'usage de l'IA.

- Réaliser une Curation, numérisation/OCR de qualité (AR/FR), normalisation des métadonnées, déduplication/versioning.
- Cartographier les sources internes/externes.
- Constituer des jeux d'évaluation pour la recette continue.

Etape 4 : Intégration des cas d'usage & réalisation des tests de validation

Une fois les prérequis préparés, les cas d'usage sont intégrés à la plateforme. Des tests de validation sont ensuite effectués pour s'assurer que les fonctionnalités implémentées répondent aux besoins et fonctionnent correctement.

- Déploiement des modules fonctionnels sur l'ensemble des cas d'usage.
- Tests fonctionnels, sécurité, performance par entité métier et correction des écarts.
- Tableaux de bord d'adoption et de qualité (précision, taux d'utilisation, satisfaction).

Etape 5 : : Transfert de compétences, sensibilisation et déploiement auprès des équipes du CSEFRS

Cette étape consiste aux :

- Transferts de compétences technique pour l'administration et l'exploitation optimale de la plateforme pour l'équipe du Pôle des systèmes d'information ;
- Initiation au prompt engineering et formation-Action sur les cas d'usage implémentés au profit des ambassadeurs IA-CSEFRS ;
- L'élaboration des cadres d'accompagnement pour la conduite de changement et l'évaluation des performances de la plateforme.

Le transfert de compétence technique doit être dispensé auprès des ambassadeurs de l'IA au niveau du CSEFRS en nombre de 24 personnes répartie en trois groupes.

Livrables de la phase 4 :

- La plateforme IA-CSEFRS opérationnelle et fonctionnelle avec les cas d'usage retenus ;
- Les licences d'exploitation de la plateforme IA-CSEFRS pour 200 utilisateurs et pour une durée initiale d'une année, avec un maximum de 10 millions de tokens par mois et par utilisateur ;
- Les supports de transfert de compétence sur l'exploitation et l'administration de la plateforme ;
- Le support relatif aux cadres d'accompagnement.



NB. Pour toutes les phases et étapes de l'étude, le prestataire doit veiller sur la participation active des équipes techniques et métier du CSEFRS avec un transfert de compétences continu et des échanges fréquents pour s'assurer de l'adéquation entre les développements, le besoin et les objectifs des cas d'usage.

ARTICLE 32: EQUIPE DU TITULAIRE

Pour la réalisation des prestations, objet du marché, le titulaire doit mobiliser une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, ayant une expérience confirmée dans des missions similaires. Cette équipe devra comporter au minimum les profils suivants :

1. **Un chef de projet** : ayant au moins 10 ans d'expérience en tant que chef de projet, notamment dans un domaine en relation avec la prestation demandée, et certifié sécurité de l'information. Il est l'interlocuteur du CSEFRS, ayant la responsabilité de prendre ou de faire prendre toute décision au nom du titulaire du marché. Il assistera le responsable de projet du CSEFRS dans la bonne réalisation et le bon avancement des prestations. En outre, Il aura les responsabilités suivantes :
 - Pilotage du projet ;
 - Ateliers de recueil des cas d'usage et des données et documents nécessaires à la réalisation du projet ;
 - Cadrage fonctionnel, conduite d'ateliers métiers et priorisation des cas d'usage ;
 - Définition des bonnes pratiques et les normes de sécurité des données et de documents ;
 - Élaboration des spécifications fonctionnelles ;
 - Élaboration des spécifications techniques.
2. **Consultant senior AMOA** : ayant au moins 8 ans d'expériences, et qui aura notamment les responsabilités suivantes :
 - Mise en place des processus de collecte, alimentation et stockage des données/documents ;
 - Formalisation des expressions de besoins et critères d'acceptation ;
 - Élaboration des spécifications fonctionnelles (processus, rôles, droits, règles de gestion).
 - Interface et coordination entre équipes métiers et techniques ;
 - Training des modèles, la gestion des versions et les pipelines de déploiement ;
 - Fine-Tuning : Affiner les modèles pour améliorer leur précision et pertinence ;
 - Tests de Performance : Évaluation des performances des modèles et ajuster les paramètres ;
 - Transfert de compétences et assistance des équipes techniques et fonctionnelles ;
 - Optimisation des performances et la scalabilité de la solution.
3. **Formateur(trice)** — outils d'assistance IA pour la productivité et l'analyse documentaire avec au moins 3 ans d'expérience en formation sur des suites collaboratives et outils d'assistance IA en environnement organisationnel et qui aura notamment les responsabilités suivantes :
 - Ingénierie pédagogique et plan de transfert de compétences adaptés à l'environnement numérique du CSEFRS ;
 - Animation de sessions présentiels et à distance (notamment pour l'équipe mixte ~16 personnes et les ambassadeurs IA) ;
 - Production de supports : guides pas-à-pas, modes opératoires ;
 - Évaluations pré/post-formation, coaching terrain et accompagnement de proximité ;
 - Transfert de compétences pour l'exploitation et l'administration des solutions ;

ARTICLE 33: CHANGEMENT DU PERSONNEL

Sauf demande de la part du maître d'ouvrage, aucun changement ne sera apporté au personnel composant l'équipe proposée dans l'offre du titulaire du marché.



Si, pour quel que soit les raisons, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire du marché fournira une personne de qualification égale ou supérieure (CV à l'appui) et le soumettra à l'approbation préalable du maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage n'est pas satisfait de la performance d'un membre du personnel, le titulaire du marché devra fournir sans délai un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent être au moins égales à celles de la personne à remplacer.

ARTICLE 34: SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance, à l'occasion de l'exécution du marché.

ARTICLE 35: BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

N° du prix	Désignation de la prestation	Prix forfaitaire
1	Etude relative à la conception et la mise en place d'une plateforme IA (intelligence artificielle) à travers l'implémentation des cas d'usages prioritaires au profit du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.	
Total général HT		
Taux TVA (20%)		
Total TTC		

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme de DH TTC
(.....dirhams Toutes Taxes Comprises).

Fait à Le.....
(Signature et cachet du titulaire)



ARTICLE 36: DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

N° du poste	DESIGNATION DE LA PRESTATIONS	Total par poste Hors TVA
1	Phase 1 : Cadrage et initialisation de l'étude.	
2	Phase 2 : Identification, catégorisation et priorisation des cas d'usage	
3	Phase 3 : Mise en place de la solution optimale pour les cas d'usage ordinaires et transversaux ;	
4	Phase 4 : Conception fonctionnelle et technique et mise en place de la solution optimale relative aux cas d'usage spécifiques	
Montant total HT		
Taux TVA (20%)		
Total TTC		

N.B :

- Le montant de la phase 1 et de la phase 2 doit représenter 15% du montant global de l'étude
- Le montant de la phase 3 doit représenter 35% du montant global de l'étude.
- Le montant de la phase 4 doit représenter 50% du montant global de l'étude.

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme de (en chiffres et en lettres):.....dirhams marocains, toutes taxes comprises (TTC).

Fait à Le.....
(Signature et cachet du titulaire)



DERNIERE PAGE
CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°08/CSEFRS/2025

**OBJET : ETUDE RELATIVE A LA CONCEPTION ET LA MISE EN PLACE D'UNE
PLATEFORME IA (INTELLIGENCE ARTIFICIELLE) A TRAVERS L'IMPLEMENTATION
DES CAS D'USAGES PRIORITAIRES AU PROFIT DU CONSEIL SUPERIEUR DE
L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

<u>PRESENTE PAR</u>  Abdellatif ATMANI Directeur du pôle Systèmes d'Information	<u>VERIFIE PAR</u>  KHADDOU ROSE Directrice du Pôle Ressources
<u>LU ET ACCEPTE PAR</u>	<u>VALIDE PAR</u>  Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

